L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: rue de Chartres No 73, NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 19 JUILLET 1865. entre les rues Bienville et Conti.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI MATIN, 19 JUILLET.

Théâtre d'Orléans ce soir.

☞ Pour les détails, voir aux annonces.

Paris Sheriff—A 10 heures et demie, rue Hevia, près celle St. John : Un lot de meubles, etc.

Par O. Schmidt—Ce matin, à 10 heures, devant la porte de la rue de Chartres : Marchandises sèches et épicerie.

Par Mathieu & Rhodes—Ce matin, à 10 heures, devant la porte de la rue de Chartres : Marchandises sèches, épicerie, vaisselle, etc.

Par J. Lafargue—Ce matin, à 10 heures, en la cour centrale du Marché de la rue d'Annunciation, étant qu'en lot de meubles meublés.

Par Montgomery & Bro.—Ce matin, à 10 heures, devant la porte de la rue Poydras : Estate.

La seine politique.

M. Seward Servant, pendant la guerre, a un ministre des Etats Unis auprès d'une cour européenne, disait : "lorsque la rebellion sera terminée la marche sera favorable de la politique de Lincoln qu'adoptera le gouvernement des Etats Unis, jamais l'histoire n'aura pu à enregistrer un exemple de magnanimité". Nous trouvons, aujourd'hui, cet exemple au temps des Romains, car nous, disons dans l'*Histoire de César* par Napoléon cette note remarquable :

"Chacun admire la profonde sagesse des premiers actes d'autorité au nombre des citoyens les éminents vaincus. "Leur exemple, dit-il, a fait autorité, et jamais nous n'avons voulu d'accorder aux ennemis vaincus le droit de cité."

Si les Romains admettaient sur un pied d'égalité dans la république les peuples dérangeant vaincus par leurs armes, pourquoi s'étonnerait-on de voir les Etats du Nord et de l'Ouest accueillir de nouveau comme leurs égaux dans le sein de l'Union les Etats qui s'en étaient séparés ? Pourquoi traiterait-on en parias politiques ceux que les craintes des Etats Unis ne plaignaient, à une certaine époque, à appeler des frères égarés ?

Un peuple qui veut faire preuve de force et de grandeur doit-il discriminer entre les vaincus lorsque tous sans exception ont accepté les conséquences de la défaite et ont subi cette dure mesure à la perte de ce qui formait l'objet de la lutte par les armes ?

Administrer les uns, oublier les autres est une politique qui manque de grandeur et qui repose sur une idée fausse. Mesurer la criminalité sur le rang ou la fortune est au contre sens judiciaire dans une cause où tous les prévenus doivent être considérés comme solidaires par l'intention, quel qu'ait été le degré de leur participation aux actes.

Nous ne saurions donc pas d'exprimer des regrets sur la mesure des exclusions, sur la combinaison des premiers éléments d'un gouvernement, sur l'application des lois de proscription, qui répugnent à l'esprit de notre siècle, car nous avons la ferme conviction que le gouvernement arriverait bien plus vite au but qu'il se propose, la réunion morale des deux sections et leur réconciliation absolue où ne laissant subsister aucune trace des discordes civiles, et on ne permettant plus que le mot de rébellion résonne encore dans un dédale des commotions et criminelles, débat dans les échos répétés par les mille voix de la renommée, la satisfaction générale serait complète, l'inquiétude dans les esprits et ravirait le feu des fanatiques et des haines inextinguibles.

Mais quels que soient nos regrets nous devons rendre justice à ceux dont les efforts tendent à atténuer dans la pratique ce que la proclamation d'amnistie peut avoir de rigoureux dans ses dispositions générales. Ainsi nous devons reconnaître que la politique de M. Johnson a été plus libérale que ne l'était celle qu'avait annoncée son prédécesseur. Si nous nous en rapportons à la Géorgie et le Missouri qui se trouvent malheureusement placés sous le coup d'une législation qui frappe d'une véritable proscription la grande majorité des citoyens de ces Etats, la réorganisation des gouvernements du Sud va s'opérer sur les bases les plus larges et conformément aux véritables sens des institutions républicaines.

Quelque malheureux qu'ait été l'événement qui a opéré un changement de président, le pays y aura gagné par l'adoption d'une politique plus libérale, et par le retour aux principes qui dans la marche de la guerre avaient prévalu.

M. Grening, dans législature rebelle de Tennessee, appelé quelquefois l'Orateur Aigle, qui fut le concurrent de Andy Johnson pour la place de gouverneur en 1863, a demandé à être pardonné, assure-t-on.

Parmi les autres rebelles, plus ou moins marquants, qui ont invoqué la clémence du Président pour demander leur grâce, sont le sénateur Garland et le représentant Bayliss, de l'Arkansas ; Gilmer, Hodges, Craig, de la Caroline du Nord ; Hopkinson de la Caroline du Sud, et M. Smith, membre de Congrès rebelle depuis le commencement de la guerre.

W. P. Avery, membre du Congrès fédéral pour le district de Memphis, de 1858 à 1860, a obtenu son pardon hier.

Nouvelles d'Europe.

Arrêts de Fédrica—Décadence en Afrique—Finances françaises—Le Pape et Malte. — Le choléra à Alexandrie—Le câble transatlantique.

New-York, 12 juillet—Le *Persia*, parti de Liverpool le 1er juillet et de Queenstown le 2, est arrivé avec deux journées de nouvelles plus récentes.

On a découvert dans l'Afrique Centrale un autre lac qui serait le mer.

Le montant total des sommes à la banque de France est plus considérable qu'il ne l'a été depuis plusieurs années.

La Bourse est importante.

Les négociations entre l'Italie et le Pape sont complètement rompues. Le ministre autrichien à Rome est accusé d'avoir prévenu tout arrangement.

On dit que les négociations entre Rome et le Mexique se poursuivent toujours.

Le choléra a d'abord été considéré comme moins alarmant.

On a pris des arrangements définitifs pour le départ de "Great Eastern" pour Halifax, mais l'Atlantique qui devait commencer le 10 Août.

On s'occupe des élections en Angleterre et les discours en faveur de candidats pour le parlement sont distribués en grande abondance.

E. Bright, dans une adresse à ses commettants dénonce la négligence du parlement relativement au gouvernement sur la question de la réforme. Il espère que la réforme triomphera dans le parlement nouvellement élu.

Affaires du Mexique.

SITUATION DESESPEREE DE JUAREZ.

Reconstruction de la ville d'Orléans.

MAISON DE REFUGE ET DE TRAVAIL.

Un combat d'actualité pour les guérillas.

Fondation d'hospices à Puebla.

Maximilien et la liberté de conscience.

PACIFICATION PRESQUE ENTIERE DU MEXIQUE.

La lettre suivante est d'un correspondant de New York *Herald*, qui voulant à toute force dire des choses nouvelles sur le Mexique n'a rien en de mieux à faire que de dire la vérité. Cette lettre met à néant toutes ces diatribes épistolaires qui paraissent si fréquemment dans la presse du Nord et qui y paraîtront longtemps encore sans doute, pour déligurer les efforts éclairés de Maximilien et discréditer la grande idée de la régénération du Mexique par des institutions plus en rapport avec les besoins du pays. Voici cette correspondance datée de la Havane d'après les dernières nouvelles qu'on y avait reçues du Mexique.

Quelques personnes arrivées tout récemment de la Vera Cruz communiquent les renseignements suivants très intéressants et obtenus par les Etats-Unis à notre disposition que le grand personnage des Etats-Unis a pris définitivement à l'égard du plan d'établissement d'un empire au Mexique, et qu'il n'y a pas de doute que nous aurons dans l'avenir, sous peu, un pays ami et qui pourra être d'autant plus puissant qu'il sera sous la protection de la France.

Maximilien a déclaré à plusieurs qu'il pouvait compter sur l'appui moral et matériel de la France, et qu'il n'avait pas besoin de plus grande force que celle qu'il avait déjà. Il a déclaré qu'il ne voulait pas de l'appui de l'armée française, mais qu'il désirait seulement que la France lui prêtât son influence morale pour l'établissement de son gouvernement